

CIBLE

Silence

La vente de frégates à Taïwan, voici vingt ans, a été tellement scandaleuse que le vendeur, Thalès, a été récemment condamné à verser à l'État taïwanais un milliard d'euros en raison de prélèvement illégal de commissions. On nous dit que c'est le contribuable français qui paiera et que, par ailleurs, les commissions ont engendré des rétro-commissions qui sont allées dans les poches de très hauts responsables politique français.

Comme la gauche était alors au pouvoir, comme la liste des bénéficiaires est, nous dit-on, dans un coffre de Bercy, nous ne savons pas pourquoi la droite n'a jamais sorti le dossier. Et nous ne comprenons pas non plus pourquoi le jugement qui condamne Thalès n'a été commenté ni à droite, ni à gauche, ni par cette grande et noble presse qui réclame encore et toujours plus de transparence. Silence ! Silence complice, ou silence de complices... ?

Nous ne savons rien, nous ne comprenons rien, donc nous allons formuler une remarque parfaitement populiste, vulgaire et déplacée : *not'percepteur*, s'il voit qu'on a oublié de déclarer cent euros, y va pas se taire – lui !

CRISE FINANCIÈRE

L'Europe qui vacille

Dialogue

**Lucien
Jaume**

p. 6-7

Idées

**Madame
de Staël**

p. 9

Adieu l'Europe ?

Le peuple espagnol était le seul à avoir dit *oui* par référendum à la prétendue constitution européenne. La terrible crise économique qu'il traverse aujourd'hui l'amène pour la première fois à douter de la manière dont l'Europe se construit.

El País en a fait sa Une : pour la première fois de son histoire récente, l'Espagne doute de l'Europe. C'est ce qu'un sondage met au grand jour : 66 % des Espagnols interrogés ne croient pas que l'Union européenne pourra aider leur pays à régler ses problèmes, et 88 % ne font même pas confiance à leur gouvernement dans la gestion de la crise économique. (1)

Il faut toujours se méfier des sondages, mais quand ces indicateurs mettent en lumière de telles proportions, on ne peut que chercher à y voir plus clair. Les derniers faits révélés par les médias ne peuvent que faire progresser l'incrédulité, l'euro-scepticisme diront certains. Le sondage qui fait s'interroger les élites espagnoles a été publié quelques jours après que l'agence de notation *Standard & Poors* a rétrogradé la position de l'Espagne, sur les marchés financiers, en abaissant la note censée refléter sa fiabilité économique. La même semaine, étaient publiées les statistiques du chômage, mon-

trant désormais que le pays compte plus de 20 % de chômeurs dans sa population active. Une erreur technique des services informatiques ayant abouti à la mise en ligne prématurée du nouveau chiffre sur Internet a pris de court tous les communicants dont le gouvernement ne cesse de s'entourer pour faire passer les mauvaises nouvelles. L'effet est d'autant plus détonnant.

Depuis quelques mois, en effet, le gouvernement espagnol ne cesse d'affirmer que les moments les plus difficiles de la crise sont passés depuis la timide reprise de la croissance, que le FMI, cependant, voit moins forte que le Premier ministre Zapatero. Depuis quelques semaines, les slogans *Nous ne sommes pas la Grèce* et *Le pire est derrière nous* sont lancés afin de réactiver quelque velléité d'optimisme. Mais rien n'y fait, donc, face au principe de réalité. Les dernières attaques spéculatives prennent des allures de nouveaux Trafalgar. Le chômage est à un sommet, faisant des

ravages chez les plus de 50 ans et les jeunes travailleurs, avec des taux pouvant atteindre 45 % pour certaines classes d'âges. L'annonce du passage légal de la retraite à 67 ans, dans ce contexte, ne peut qu'inquiéter, voire révolter.

Là aussi, un sinistre parallèle peut être établi avec la France. Il semble qu'aucun relais syndical d'importance ne cherche à générer et à entretenir un mouvement social combatif. Dans un très dur éditorial, l'hebdomadaire *Cambio 16* s'en est récemment pris aux deux grands syndicats du pays, UGT (Union Générale des Travailleurs) et CC.OO (Commissions ouvrières), accusés de rester à l'ombre du pouvoir et d'accepter toutes les réformes, même les plus impopulaires. Car, ne nous y fions pas, le conformisme de la vulgate libérale défendue par l'Union européenne est encore bien entretenu dans les esprits. Le choix de la rigueur peut encore être perçu, dans une grande partie de l'opinion, comme une politique de bon sens, alors que ce

sont tous les fondements du développement économique du pays qui sont à repenser, afin d'empêcher la formation de toute nouvelle bulle spéculative telle que celle de l'immobilier. L'Espagne, à moins qu'elle ne se protège dans un nouveau cadre européen, ne trouvera pas de sitôt le chemin d'un développement qu'elle n'a que partiellement réalisé.

Les plus contestataires sont les syndicats d'extrême gauche. La crise économique donne une nouvelle jeunesse à l'anarcho-syndicalisme, qui fête cette année son centenaire. Le syndicat CGT, bras ouvrier de la CNT (Confédération Nationale du Travail), a rassemblé ses forces pour organiser, au début du mois, une marche sur Madrid, qui devait culminer, le 15 mai avec une manifestation de protestation contre la présidence espagnole de l'Union européenne, la politique de précarisation, d'abandon des services publics, d'aide sans contrepartie aux banques et de réforme des retraites.

Dans ce contexte, les foyers espagnols se retournent vers les solidarités traditionnelles de la famille pour encadrer une précarité qui gagne une partie de plus en plus importante de la population. À Séville, la grande métropole du sud, on compte 70 000 foyers dont tous les membres sont au chômage depuis plus d'un an, soit 10 % de la population de la ville. Le rythme de croissance de la misère est plus important que celui d'une hypothétique reprise. *Wir sind das Volk* (nous sommes le peuple), disaient les habitants de l'Allemagne de l'Est pour voir tomber le mur de Berlin. La nouvelle prison des peuples doit tomber.

Christophe BARRET

(1) *El País* du 2 mai 2010.

royaliste
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE BERNARD MEUNIER

SOMMAIRE : p.2 : Adieu l'Europe ? - p.11 : En voie de perdition - p.4 : L'impuissance syndicale - Les médias, ça ment ! - p.5 : Le péril jaune - p.6/7 : De l'esprit européen - p.8 : Institutions européennes - Quand Zemmour fait l'historien - p.9 : Madame de Staël - p.10 : Régicide - Le septennat d'une reine - p.11 : Action royaliste - p.12 : Éditorial : Ruines de la démocratie.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0514 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €)

☐ six mois (30 €)

☐ un an (47 €)

☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

En voie de perdition

Les bonnes intentions ne changent pas les vieilles habitudes : le Parti socialiste reste une écurie à présidentiables, ennemi de toute réforme intellectuelle et politique. Et il va sacrifier le militantisme dans les primaires.

Martine Aubry avait choisi la bonne démarche : d'abord débattre sur le fond et dégager un véritable programme, puis s'occuper du candidat pour 2012. De fait, la Convention nationale chargée de préparer le projet socialiste a présenté un texte sur le *nouveau modèle économique, social et écologique* qui contient un certain nombre d'idées qui peuvent alimenter un véritable débat. Notamment dans le domaine de la politique industrielle car certains secteurs du Parti socialiste commencent à comprendre qu'il faut réorganiser l'économie nationale afin de résister aux agressions extérieures à l'Union européenne. Excellente proposition aussi que de vouloir mettre la finance au service de l'économie réelle. Tout cela reste encore flou et mou, mais il y avait du temps pour un débat interne.

Ces possibilités, qui redonnaient quelque espoir, ont été rapidement ruinées :

1) Sous l'égide de Martine Aubry, qui continue à défendre l'euro comme aux beaux jours de 2001, les députés socialistes ont voté ce qu'on appelle le plan d'aide à la Grèce - qui est en réalité un plan de sauvetage des banques françaises et allemandes, assorti d'une planification de sacrifices inutilement imposés à un peuple. Les dirigeants socialistes restent donc dans la posture idéologique qui a

coûté si cher à la France depuis 1983 et ils ont entériné, avec des réserves de pure forme, la politique de déflation exigée par le FMI, la BCE et la Commission européenne.

2) Le 5 mai, le plan média de Dominique Strauss-Kahn a été asséné à l'opinion publique avec une efficacité certaine par voie de presse - *Libération* allant jusqu'à affirmer en première page que « le président du FMI a dévoilé ses ambitions pour 2012 lors d'un dîner avec ses proches ». Nous nous sommes souvent demandé comment ce personnage, qui applique froidement les recettes ultralibérales, peut être reconnu comme socialiste par ses camarades. On ne voit même pas en quoi ce grand bourgeois peut être considéré comme un homme de gauche - autrement dit un homme particulièrement soucieux de justice sociale. Ce sont là des questions de fond, qui sont balayées par la stratégie de celui qui va, s'il se présente, déclencher une nouvelle guerre des chefs au cours de laquelle les questions de programme seront allégrement piétinées. Les dirigeants socialistes, qui snobent les royalistes, sont décidément les champions du culte de la personnalité !

3) Les primaires socialistes vont exacerber les fameux conflits d'ego. Comme l'explique le professeur Rémi Lefebvre (1), cette procédure sera ouverte à tous les citoyens ins-

crits sur les listes électorales, payant une cotisation spéciale et déclarant adhérer aux valeurs de gauche : c'est suivre la logique des sondeurs d'opinion qui, en 2001, donnaient la priorité aux *sympathisants socialistes* - ce qui servit beaucoup Ségolène Royal, qui occupait alors le devant de la scène médiatique.

Le mélange des militants et des sympathisants va de nouveau favoriser une personnalité car il faut résoudre la *crise de leadership* qui accable la rue de Solferino. Ce qui signifie en bon français qu'il faut trouver un *nouvel homme providentiel*. C'est vrai. Mais les précédents sauveurs du socialisme français avaient toujours été élus par le Parti socialiste - donc par les militants, sur des critères politiques. Au contraire, la personnalisation à outrance des primaires va provoquer, selon Rémi Lefebvre, un double phénomène de dépolitisation et de dévalorisation des militants. Le poids des sympathisants écrasera celui de ces derniers, le travail d'image des candidats reléguera le programme à l'arrière-plan.

À quoi bon faire élire un Dominique Strauss-Kahn prenant Martine Aubry comme Premier ministre afin qu'elle applique aux Français les coups de matraque *made in FMI* en leur faisant valoir qu'il y a, pour les recueillir, de nouvelles ambulances sociales ?

Sylvie FERNOY

(1) Cf. l'article publié dans le *Monde diplomatique* de mai 2010 par Rémi Lefebvre, Professeur de sciences politiques à l'université Lille 2 et membre du Conseil politique de *Gauche Avenir*.

L'écho des blogs

Emmanuel Lévy (1) sous le titre *La Chine critiquée ouvertement par ses alliés émergents*, montre que le chacun pour soi n'est pas seulement propre aux gouvernements européens. Son constat est le suivant « *L'unité de façade des Bric (Brésil, Russie, Inde et Chine) qui s'était notamment manifestée lors de Copenhague est en passe d'exploser. En pleine conférence de Washington qui réunissait les ministres des Finances du G 20, leurs critiques sur l'excédent commercial, comme sur la volonté de l'empire du milieu de maîtriser les ressources naturelles de la planète, convergent avec celle formulées par les États-Unis. Objectif : mettre la pression pour que Pékin réévalue sa monnaie.* » Dans ces discussions tendues, la Russie joue son jeu propre, tout en souplesse, en misant sur son énorme potentiel de richesses naturelles.

Quant à François Leclerc (2), il revient dans une suite de trois articles très nourris sur les mesures annoncées par nos gouvernants comme indispensables pour juguler la crise financière. Il plante un décor peu réjouissant de l'indécision dominante et des renoncements : « *On sait déjà que le dossier des paradis fiscaux a été refermé au moment où il commençait à devenir intéressant, et que les principaux d'entre eux sont restés des territoires inviolés (la City de Londres, l'État américain du Delaware, sans chercher plus loin et plus exotique) et que l'évasion fiscale systématique dont sont coupables les grandes entreprises transnationales a été une fois pour toute déclarée hors sujet.* » Il souligne aussi combien les États-Unis entendent demeurer la Nation dominante et qu'aucune décision ne se prendra sans leur accord.

Deux articles (3) également très documentés, qui apportent une analyse pour la compréhension du moment présent. Le premier de Martin Wolf intitulé *Les risques des Euro-divergences* et le second de Simon Johnson *Crise grecque : le risque de contagion européenne*. À lire absolument.

François ENNAT

- (1) <http://www.marianne2.fr/>
- (2) <http://www.pauljorion.com/blog/>
- (3) <http://contreinfo.info/>

L'impuissance syndicale

Malgré un contexte favorable et en dépit de l'aggravation des conséquences sociales de la crise, force est de reconnaître que les rassemblements du 1^{er} Mai n'ont pas rencontré le succès attendu.

On pouvait donc s'attendre à ce que l'intersyndicale (qui rassemble la CFDT, la CGT, la FSU, Solidaires et l'Unsa) en tire les leçons et fasse tout pour que les mobilisations à venir soient des réussites. Il n'en a rien été. La réunion du 6 mai s'est terminée sur un communiqué commun appelant les salariés à organiser toute une série d'actions aussi floues les unes que les autres.

Il serait temps que les Thibault, Chérèque et consorts revoient leurs modalités d'actions. La CGT-FO, qui depuis plus d'un an cherche à rallier ses homologues à un mot d'ordre de grève générale, se retrouve bien seule, car la CGT et la CFDT préfèrent négocier en sous-main avec le pouvoir au détriment de la défense des intérêts des salariés. Il est plus confortable pour leurs dirigeants d'accompagner les réformes du gouvernement tout en faisant semblant d'être en colère pour encadrer les mécontentements. Il est de notoriété publique que François Chérèque hante les couloirs de Matignon et que Bernard Thibault et Raymond Soubie, l'actuel conseiller social de l'Élysée, ont des échanges réguliers.

Déjà, ce dernier, dans les années 1980, lorsqu'il était directeur général du groupe *Liaisons sociales*, ne faisait rien qui soit susceptible de fâcher ou simplement de déplaire à la section locale de la CGT : « sans que personne ne lui demande rien, il a retiré un

projet d'accord qui n'avait pas l'heur de plaire à la CGT », rapporte un témoin direct de la scène. CGT et CFDT ont ainsi obtenu la réforme de la représentativité syndicale qui risque de faire disparaître plusieurs organisations historiques. C'est ainsi qu'en 2003, la CFDT a négocié la réforme des retraites directement avec Jean-Pierre Raffarin. Comment, en 2007, la réforme des régimes spéciaux de retraites est-elle passée si facilement ? Par des négociations entre la CGT et l'Élysée... Il est curieux que le communiqué de l'intersyndicale n'évoque qu'en une phrase la politique de rigueur que le gouvernement est en train de mettre en place.

Dans ce contexte, aucun salut ne pouvant venir du syndicalisme de salon, la solution pourrait venir des travailleurs eux-mêmes auxquels les syndicats pourraient finir par être obligés de se rallier, comme ce fut le cas lors de la lutte contre le CPE de 2006. « *Le CPE, c'est plié* », prétendait à l'époque l'un des responsables d'une grosse centrale, qu'on a connu plus avisé dans ses jugements. La mobilisation de la base avait prouvé le contraire et avait eu raison de la réforme et du Premier ministre, Dominique de Villepin, qui en avait eu l'initiative. Nous en sommes réduits à attendre la goutte qui fera déborder le vase.

Nicolas PALUMBO

Les médias, ça ment !

Le récit médiatique sur la situation en Grèce est plus riche en préjugés et en versions tronquées qu'en informations. Les débats télévisés sont le plus souvent d'une malhonnêteté discrète mais avérée.

Nous ne croyons guère à des médias *aux ordres*, qui recevraient des consignes. Économistes médiocres ou nuls, beaucoup de journalistes de télévision répètent sur le ton de l'évidence ce que disent les experts et les ministres qu'ils invitent : les Grecs ont trafiqué leurs comptes, il n'y a pas d'autre choix que la rigueur ; il faut sauver la zone euro... Jusqu'au 4 mai, la plupart des commentateurs évoquaient une population grecque résignée ou décidée à accepter la cure d'austérité. Rituellement, le commentaire se concluait sur un sondage qui attestait le sérieux du propos.

Ce n'est que le 5 mai dans l'après-midi, que les chaînes d'information en continu ont diffusé des reportages de correspondants grecs faisant état de l'ampleur de la mobilisation syndicale et de la fureur des manifestants - qui a malheureusement entraîné la mort de trois personnes dans l'incendie d'une banque. Ceux qui attaquaient la police et les bâtiments administratifs n'étaient pas tous des casseurs et des anarchistes comme on le répétait dans les salles de rédaction parisiennes mais des jeunes gens révoltés, des salariés et des retraités désespérés qui lançaient sur les policiers tout ce qui leur tombait sous la main. Mais, dans la soirée, le récit classique qui oppose les méchants casseurs et les paisibles manifestants faisait

prime - alors qu'il était démenti par certaines des images diffusées. Autre fait significatif : le 5 mai au soir, la coupe de France faisait l'ouverture du journal de ces chaînes d'information et l'une d'entre elle consacrait trois minutes à la victoire de l'OM puis quatre minutes aux événements de Grèce remaniés selon les normes du politiquement correct.

Je n'ai pu suivre tous les débats mais j'ai constaté à *C dans l'air* l'absence d'économistes hétérodoxes : le débat se déroulait entre ultra-libéraux et seule une journaliste franco-grecque expliqua que son pays était en train d'être acheté par des groupes étrangers - à commencer par les grands ports. Ce qui ne suscita pas d'émotion. Un gouvernement qui aliène sa souveraineté pour plusieurs années ; un peuple qui se voit dépouillé de ses biens collectifs, voilà qui ne suscitait pas la moindre indignation.

C'est ainsi que les télévisions publiques et privées jouent leur rôle dans la stratégie qui consiste à rassurer les spéculateurs et à convaincre les peuples qu'il faut accepter la rigueur. C'est raté : les spéculateurs spéculent, les manifestants sont dans les rues, les gouvernements sont discrédités et les véritables débats se déroulent sur la Toile.

Annette DELRANCK

Le péril jaune

Loin d'être le symptôme d'une fin de règne, le maintien précaire de la paix civile à Bangkok doit beaucoup au symbole royal.

Le 5 mai était le soixantième anniversaire de l'accession au trône du roi Bhumibol. Les rivaux dans l'affrontement qui paralyse le centre commercial de la capitale thaïe depuis mars dernier ont tous deux compris que la date était propice à un geste de pacification voire de réconciliation. Le Premier ministre en fonction, Abhisit Vejjajiva, issu du coup d'État militaire de 2006, puis du retour du pouvoir aux civils mais sans élection en 2008, a proposé la veille de cette fête du couronnement un plan de sortie de crise que l'ex-Premier ministre en exil, le populaire Thaksin Shinawatra, a suggéré à ses partisans d'accepter. La proposition principale est l'organisation de nouvelles élections dans six mois. Les *chemises rouges* exigeaient des élections immédiates ou à moins de trois mois.

Les événements actuels - les plus graves depuis 1992 - ont causé 27 morts et un millier de blessés. En dépit de cela, la guerre civile dont la situation porte tous les ingrédients n'a pas éclaté. À plusieurs reprises, le bain de sang, le Tien-An Men thaï, était donné comme imminent. Il n'a pas eu lieu. Non pas parce que le peuple thaï serait réputé pacifique. La violence est forte dans ce pays. Mais si, ni l'armée, ni les *chemises jaunes*, ne sont intervenues, contrairement aux dernières années, ce n'est certes pas par miracle. Il y a derrière la scène un pouvoir modérateur. Le roi Bhumibol Adulyadej, âgé de 82 ans, est alité depuis septembre. Il ne se montre pas (sauf ce 5 mai) et ne dit mot. En 1992, il avait convoqué les deux contendants

d'alors qui lui avaient fait soumission en public. Pourquoi pas cette fois ?

Et certains de conclure que le mouvement traîne en longueur parce que nous vivons une fin de règne, que la succession n'est pas assurée, que la monarchie elle-même serait contestée dans son principe. On retire de certaines analyses l'impression que le mouvement des *chemises rouges* vise à abolir la monarchie. Les *chemises jaunes* et, parfois, le Premier ministre technocrate, jouent le jeu dangereux de se donner comme les défenseurs de la monarchie. Ils exigent des *chemises rouges* un engagement de respecter le roi.

Cette confusion des esprits, cette prévalence de modèles étrangers ou historiques, tirés de la Révolution française, appellent des mises au point très claires. La paix civile tient au respect de la monarchie. La non-ingérence du palais tient au respect de la démocratie. Ces deux piliers sont les ressorts de l'avenir de la vie politique thaïlandaise. La gestion de la crise depuis mars montre que ces deux piliers sont solides mais encore vulnérables. Que les *rouges* échappent à Thaksin et lancent une guerre sociale, la paix civile est morte. Que les *jaunes* échappent au Roi et transforment le conflit en un bras de fer pour ou contre la monarchie, non seulement c'est la délégitimation de la dynastie, mais c'est aussi la défaite de la démocratie. Car les *jaunes* n'ont aujourd'hui d'autre référence que la personne du roi et d'autres dirigeants que quelques agitateurs qu'en d'autres lieux et d'autres temps on eût nommé des Ultras ou chevaux-légers.

La succession royale elle-même ne doit pas être vue comme un risque, mais comme une chance. On dit beaucoup de mal du prince héritier Maha Vajiralongkorn, cinquante-sept ans. L'évocation de ce dossier par l'hebdomadaire britannique *The Economist* (20 mars 2010) lui a valu une interdiction en Thaïlande. La question est taboue. La monarchie thaïe est encore trop vivante au cœur de la société pour accepter ce qui est devenu habituel dans la famille royale britannique : la libre évocation de la succession de la Reine. Le précédent népalais fait encore froid dans le dos : règlements de comptes intestins suivis de la proclamation d'une république à relents maoïstes.

La Thaïlande devrait plutôt évoluer vers le modèle japonais. La royauté Rama a - de par ses racines religieuses - la possibilité d'incarner ce point immobile vers lequel a tendu la dynastie Meiji. Un monarque moins charismatique, moins divinisé, moins immortalisé de son vivant, aurait les moyens d'être aussi plus humble, plus absent/présent, plus modeste, plus humain, plus critique, pour aider à passer sans heurts idéologiques cette étape de transition économique et sociale que connaît la Thaïlande comme toute l'Asie. La mort d'un tel roi aura des conséquences durables dans tous les domaines, y compris financier. Le deuil sera long et douloureux. L'occasion devra être saisie pour un examen de conscience national et une succession familiale en douceur. Démocratie et paix civile doivent aller de pair. La monarchie thaïe possède les clés du compromis historique.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **AFRIQUE DU SUD** - De nombreuses personnalités et des membres de familles royales - venus de toute l'Afrique - sont attendus dans la province de Cap-Oriental en juin prochain pour assister au couronnement de Zwelonke Sigcawu, roi du peuple Xhosa. Le roi avait pris ses fonctions officielles après la mort de son père, le roi Xolilizwe Sigcawu, décédé en 2005 après 40 ans de règne, mais n'est couronné que maintenant en raison du long processus de deuil. Les Xhosa, surnommés « le peuple rouge », sont environ 7,5 millions, ils furent le fer de lance de la lutte contre la colonisation au XIX^e siècle et depuis ont été très actifs dans les combats contre l'apartheid. Les principaux chefs historiques du Congrès national africain (ANC) sont xhosa.

♦ **ESPAGNE** - Le roi Juan Carlos, âgé de 72 ans, a été opéré avec succès d'une lésion pulmonaire. Il devrait reprendre ses activités normales après une quinzaine de jours de repos. Un porte-parole de la maison royale a indiqué que cette intervention « légère » n'avait nécessité aucune des mesures prévues par la Constitution espagnole en cas d'incapacité du roi, qui est chef de l'État et des armées. Le chef de gouvernement socialiste, José Luis Rodríguez Zapatero, a souhaité un « prompt rétablissement » au souverain ajoutant : « Les choses se sont bien passées et nous sommes très tranquilles comme on l'espérait ».

♦ **GRÈCE** - Le roi Constantin II, âgé de 70 ans, vient de publier un communiqué dans lequel il déclare : « Quand la colère éclate, quand l'espoir est difficile à percevoir, ce sentiment est exprimé par la réaction et la violence. Toutefois, ce n'est pas le moment pour la Grèce et son peuple de succomber à la rage, aussi légitime soit-elle. Maintenant, c'est le moment de se lever pour notre foi en la démocratie. Il est temps de nous rappeler que nous avons surmonté les difficultés, en s'appuyant sur la force indéfectible que nous amassons dans l'unité. Pour que la Grèce accomplisse les premiers pas douloureux pour sortir de la récession, la nation doit surmonter la crise politique et sociale en la séparant de la crise économique. Comme pour tout progrès, cela nécessitera à la fois force et patience. »

♦ **ROUMANIE** - À l'invitation du président Medvedev le roi Michel I^{er}, accompagné de son gendre le prince Radu, s'est rendu à Moscou pour la commémoration de la victoire de 1945. Après avoir fleuri le monument au Soldat inconnu, il a assisté au défilé militaire sur la place Rouge et participé au dîner offert par le président de la Fédération de Russie au Kremlin. Le roi Michel est le dernier des chefs d'État encore en vie à avoir joué un rôle crucial pendant la guerre. Le 23 août 1944, alors que la Roumanie était en guerre contre l'Union soviétique aux côtés de l'Allemagne, le jeune roi Michel fit arrêter le maréchal pronazi Ion Antonescu, qui refusait de signer l'armistice avec les Alliés et deux jours plus tard, il déclarait la guerre à l'Allemagne, tandis que les troupes roumaines s'engageaient dans de sanglants combats aux côtés de l'Armée rouge. Selon les historiens, cette démarche, qui priva Hitler d'un allié de taille, permit d'écourter la guerre de quelque 100 jours. Le roi, âgé à l'époque de 23 ans, fut par la suite décoré de l'Ordre de la Victoire de l'Union soviétique et de la Légion du mérite des États Unis.

De l'esprit européen

Directeur de recherches au CNRS, professeur à Sciences Po Paris, Lucien Jaume nous a fait lire Hobbes et nous a expliqué le jacobinisme avant de nous exposer, livre après livre, le libéralisme dans ses sources et dans ses paradoxes. L'essai qu'il a consacré à l'esprit européen ⁽¹⁾ nous permet de poursuivre une conversation engagée avec lui il y a vingt ans - au moment où nous devons nous préparer à refonder l'Union européenne.

Le livre de Lucien Jaume n'est pas seulement l'œuvre louable d'un grand universitaire. C'est une proclamation qu'il faut lire de toute urgence parce que la construction européenne conçue après la guerre est en train de s'effondrer et qu'il faut montrer aux nationalistes de tous poils que l'Europe est plurimillénaire, qu'elle survivra au FMI et à la chancellerie allemande et qu'elle parviendra à se refonder comme elle l'a toujours fait : en esprit, les hégéliens diront selon l'Esprit.

Nous vivons la déroute des pragmatiques, des mufles réalistes. Nous la vivons dans la violence. Mais on peut - on doit - aller à la manifestation, voire à l'émeute, muni de pensées fortes qui nourriront, dans l'attente de faire mouvement, les discussions avec les compagnons de lutte. D'un bout à l'autre de l'Europe, il faut que les idées circulent afin que les projets de construction nationale et de reconstruction économique et sociale soit fondés sur de clairs concepts. Ainsi, Lucien Jaume se méfie du concept d'identité. Je pourrais discuter ce point mais il a raison de nous dire qu'il faut faire très attention : une mauvaise définition de l'identité collective peut provoquer une tragédie, nous l'avons vu en

Yougoslavie. Quant à l'esprit européen, il est sans doute préférable de réfléchir aujourd'hui à notre *héritage* commun que nous continuons à enrichir et à disperser à tous les vents de l'histoire et sur tous les chemins.

Cet héritage est considérable. Un coup d'œil sur la table des matières provoque un froncement de sourcils : Locke, Bossuet, Pierre Nicole, Adam Smith, Tocqueville, Bachelard, c'est bien peu. Mais Lucien Jaume s'est attaché aux idées mères de l'Europe moderne tout en indiquant, par de nombreuses références, les fils multiples qui la relient à ses origines. Bien entendu, d'autres choix étaient possibles mais il serait ridicule de reprocher à Lucien Jaume ses omissions. Il pourrait, en retour, souligner mes rejets et nous n'en sortirions pas. Tout de même, je m'étonne du choix de Bossuet. Le génie de l'évêque de Meaux n'est pas en cause mais j'indique au passage que ce partisan de la monarchie du grand siècle n'a pas eu beaucoup d'influence sur la pensée monarchiste - même chez les absolutistes. Bossuet est comme la chouette de Hegel : il prend son envol au crépuscule, lorsque le modèle louis-quatorzien est déjà secrètement condamné.

Peut-être faudrait-il distinguer, parmi les éléments constitutifs de l'esprit

européen, les matières à recherches et les matières enseignées - ou qui furent communément enseignées jusqu'à ces trente dernières années. L'étude savante de Locke, de Hobbes, de Pierre Nicole me montre ce que leur devons et je m'empresse, comme journaliste, de le faire savoir à ceux qui, comme moi, ont reçu au lycée la part commune de l'héritage et y ont puisé selon les préférences : Aristote et Thomas d'Aquin ; Pascal, Montesquieu ; Descartes et Kant ; Sophocle et Shakespeare ; Bernanos et Dostoïevski... J'y ajoute bien entendu l'enseignement reçu par les croyants (2). J'espère que Lucien Jaume, qui cite Platon et évoque Antigone, consacrera un autre livre à nos grands classiques, pour nous inviter à les relire ou à les découvrir - s'il trouve ma distinction pertinente.

C'est dans cette attente que je voudrais signaler dans son livre quelques points de repère et de discussion, en commençant par l'histoire de la créature, autrement dit la personne humaine essentiellement libre, qui fut capable de reconnaître la liberté d'autrui, donc d'accepter la pluralité puis d'engendrer le libéralisme et de vouloir que l'esprit européen soit un esprit critique qui conduira à faire des révolutions grandioses et terribles. L'Europe est une pensée de la liberté et de la libération, voilà qui semble attesté aussi nettement que la logique infernale qui fait que la liberté absolue engendre la contrainte absolue.

Face au risque de tyrannie, il faut de fines dialectiques - par exemple celle de la loi et de la liberté chez Locke, philosophe subtil que je me garderai bien de résumer mais dont il faut retenir un texte d'actualité, tiré du *Second traité sur le gouvernement civil* (1690) : « § 202 -

« Là où finit la loi, la tyrannie commence, dès que la loi est transgressée au préjudice d'autrui. Toute personne qui est investie de l'autorité et qui excède le pouvoir que la loi lui donne, qui use de la force soumise à son commandement pour imposer aux sujets ce que la loi n'autorise pas, cesse en cela d'être magistrat et agit sans autorité conférée ; on peut alors lui résister, comme envers tout homme qui empiète par la force sur le droit d'autrui ». Dira-t-on encore que la philosophie ne sert à rien ? En l'occurrence, elle sert à fonder, mieux que nous ne l'avons jamais fait, la résistance à celui que nous appelons le supposé président !

Il arrive aussi qu'un philosophe commette des erreurs de logique et de jugement, mais un grand esprit le fait toujours de manière instructive. Ainsi Adam Smith, qui est d'abord un moraliste de l'espèce optimiste, s'acharnant à démontrer que le bien que chacun poursuit conduit à l'harmonie car l'un et l'autre engendrent un tiers - la société elle-même. Cela fonctionne très bien dans l'imaginaire, comme le marché lui-même, institution imaginaire. Mais pour que cela devienne effectif, il faut une médiation concrète, charnelle et qui reste néanmoins en situation d'extériorité. L'ultra-libéralisme a balayé les sentiments moraux pour retenir l'autorégulation du marché - dont la fiction est désormais avérée. Mais les thèses d'Adam Smith resteront en discussion - comme par ailleurs celles de Marx.

Le chapitre que Lucien Jaume consacre à la règle de droit et à l'autorité légitime est à tous égards roboratif. D'abord parce qu'il nous consacre bons européens : « Depuis Aristote, l'Europe est vraiment la civilisation qui s'est interrogée sur l'institutionnalisation de la légitimité, besoin fondamental et repère pour la structuration de l'individu ». Il ne faut obéir qu'aux pouvoirs légitimes qui sont eux-mêmes **fontaines de la légalité** : c'est s'opposer, avec raison selon nous, à une théorie de la domination (celle de Bourdieu) qui serait la vérité *hic et nunc* du pouvoir faussement conçu par Max Weber comme détenteur exclusif de la violence.

Quant à la légitimité, quant à la souveraineté, il faudrait aussi reprendre toute la question du consentement et cette théorie de l'opinion publique que l'on trouve chez Locke, chez Smith, chez Tocqueville et qui mériterait à elle seule un livre entier. C'est d'autant plus urgent que l'opinion publique est aujourd'hui réduite à la misère des sondages et de

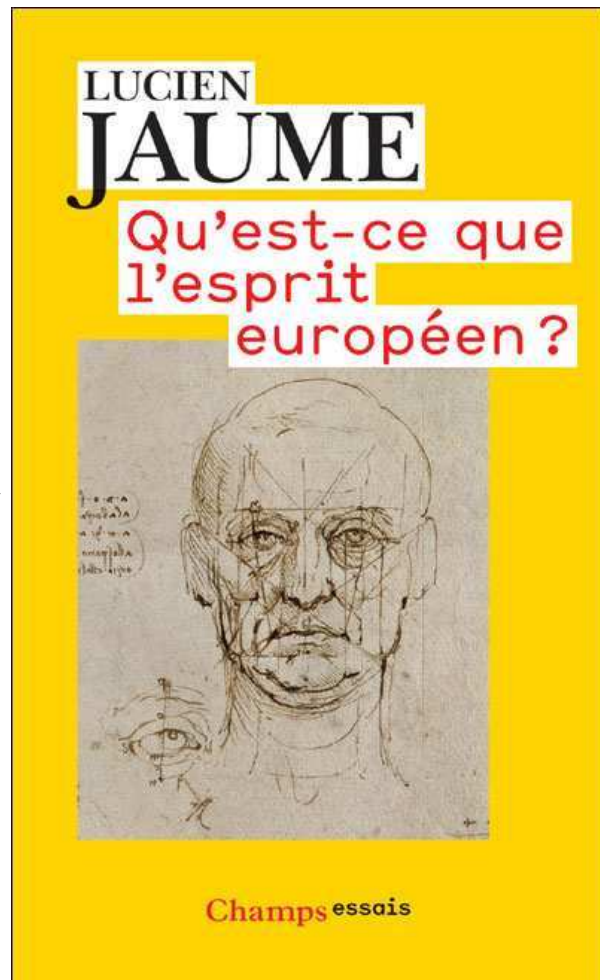
plus en plus maltraitée dans les États nationaux et par la gouvernance européenne.

Après avoir évoqué l'esprit européen, il fallait bien en venir à la réalisation de l'idée telle qu'elle s'est effectuée dans l'Union européenne. Lucien Jaume a raison d'écrire que l'Europe existe par ses nations et, voici quelques années, nous aurions volontiers accepté, en première analyse, son jugement sur l'Union européenne : « Tant que nous aurons un système de droit sans État et un système de gouvernement inter étatique sans fédéralisme, nous autres Européens avons des raisons, en fait, de nous réjouir de cette situation, au lieu de la déplorer. »

Je dis que nous aurions accepté ces lignes en première analyse car cette Europe qui était plus confédérale que fédérale, plus gaullienne que monettiste, a glissé vers ce qu'Hubert Védrine dénonçait ici même comme un *despotisme éclairé*. Ce n'était pas le pire puisque nous voyons en ce moment s'édifier un système despotique pas même éclairé : ses agents (de la Banque centrale européenne, de la Commission), alliés à ceux du FMI, utilisent avec un aveuglement fanatique l'ultra-concurrence et maintenant la déflation pour mater les peuples de l'ouest du continent.

Dès lors, il faut mettre au passé ce que les étudiants français et étrangers apprennent encore : il était une fois une moitié de continent qui s'est prise pour l'Europe tout entière, dédaignant la Russie et méprisant la Turquie ; cette Europe a voulu se fonder sur le droit - un droit sans État, avec des traités qui se succédaient sans que personne n'ose choisir entre un fédéralisme impossible et un confédéralisme qui aurait impliqué la pleine reconnaissance des États nationaux. Cette Europe se rêvait post-étatique et post-nationale avec Jürgen Habermas et donnait au monde entier des leçons sur les droits de l'homme. Mais Habermas délirait doctement et l'Union européenne ferma les yeux sur Guantanamo et les centres de torture que la CIA a installés dans certains de ses pays membres...

Cette Europe-là est morte. L'Europe du droit est morte lorsque ses oligarques firent entériner le traité de Lisbonne, copie



du traité constitutionnel rejeté au suffrage universel par deux de ses nations. L'Europe de la dignité humaine est morte le 2 mai 2010 à Bruxelles, lorsque les mêmes oligarques décidèrent que la solidarité consistait à sacrifier sauvagement le peuple grec sur l'autel d'une *monnaie unique* qui n'a jamais été autre chose qu'un carcan.

Pour que les peuples humiliés et violents ne prennent pas l'Europe en haine, il va falloir prendre notre bâton de pèlerin et expliquer comment l'esprit européen a été trahi et pourquoi il est encore et toujours capable d'inspirer la réorganisation et la reconstruction de notre continent après l'effondrement du soviétisme et de l'ultra-libéralisme.

Bertrand RENOUVIN

📖 (1) Lucien Jaume - « *Qu'est-ce que l'esprit européen ?* », Flammarion, Champs, 2010, prix franco : 9,50 €. [Achat immédiat](#)

(2) Dans un rapport du *Conseil économique et social*, j'avais esquissé une sorte d'histoire de l'esprit européen. Ce texte hâtif, qui contient des erreurs et maints à-peu-près, peut cependant être consulté et mériterait peut-être une révision avec le concours d'un professeur d'histoire et d'un professeur de philosophie. Avis aux amateurs...

📖 cf. « *Les relations culturelles entre la France et l'Europe centrale et orientale* », La Documentation française, prix franco : 16 €. [Achat immédiat](#)

Institutions européennes

Quand un universitaire ne prend pas ses lecteurs pour des nuls cela produit un ouvrage sérieux et à recommander.

L'excellent *Manuel d'institutions européennes* (1) de Michel Clapié, professeur de droit public à l'Université de Montpellier I, vient de faire l'objet, en janvier 2010, d'une réédition, à jour du traité entré en vigueur le 1^{er} décembre 2009 : celui de Lisbonne.

En 2007, Sylvie Goulard, élue *Modem* au Parlement européen, croyait judicieux de publier un ouvrage qu'elle voulait engagé en même temps que pédagogique : *L'Europe pour les nuls* (2). Celui-ci, « bréviaire assenatant dogmes et mythes afin de favoriser l'adhésion au processus d'intégration ou plutôt au seul processus d'intégration possible » (3), ne s'est à ce jour vendu, selon *Le Monde Diplomatique* (4), qu'à environ 14 000 exemplaires.

Le *Manuel* de Clapié, récemment réédité et mis à jour, fera-t-il mieux ? Ce n'est - hélas - pas dit. Pourtant, il mériterait un certain engouement de la part des foules. En effet, tout aussi engagé (5), sinon plus, que l'ouvrage de Goulard, il n'en comporte aucune des tares : suffisance, mépris, imprécision, superficialité. Probablement parce que Clapié n'est pas du genre à prendre ses lecteurs pour des nuls, mais, bien au contraire, à leur expliquer, non sans clarté et rigueur, des choses a priori compliquées : l'histoire (première partie du livre) et le fonctionnement actuel (seconde partie) de l'Union européenne.

Si le *Manuel* de Clapié mérite de figurer en bonne

place dans nombre de bibliothèques, ce n'est pas seulement parce qu'il sera d'un grand secours pour tous ceux qui désespèrent de comprendre un jour quelque chose au *Machin Europe*. C'est aussi parce qu'il fait partie de ces ouvrages qui ont la rarissime faculté de conduire le lecteur à s'interroger (sur la construction européenne), d'amener ce dernier à méditer certains de ces mots que nous croyons tous connaître et dont nous ignorons bien souvent le sens exact : *souveraineté* (pp. 25-28), *État* (p. 67), *frontière* (p. 148), *politique* (pp. 162-167), *peuple* (pp. 225-226), *démocratie* (pp. 227-228).

Après, ce n'est malheureusement pas parce qu'un livre est excellent qu'il est lu...

Quoi qu'il en soit, qu'il soit ou non destiné à un succès de librairie, nous ne pouvons que vous recommander, sinon son achat, du moins sa lecture. D'autant plus qu'il comporte, en fin de volume, un très intéressant *glossaire critique* et une belle bibliographie.

Samuel BON

❏ (1) Michel Clapié - « *Manuel d'institutions européennes* », 3^e édition, Flammarion, coll. Champs Universités, 2010, prix franco : 16 €. [Achat immédiat](#)

❏ (2) Sylvie Goulard - « *L'Europe pour les nuls* », First, 2009, prix franco : 25 €.

(3) Gaël Brustier - « *Ce que parler aux nuls veut dire* », *Le Monde diplomatique*, octobre 2009, p. 28.

(4) *Ibid.*

(5) Michel Clapié est notoirement gaulliste et souverainiste.

Quand Zemmour fait l'historien

Chroniqueur politique et célèbre animateur d'une émission de divertissement, Éric Zemmour publie un essai sur la France dans lequel on se noie comme dans un torrent en crue (1).

Autant avouer tout de suite : les bras m'en tombent. Je suis dans un piège. L'accord est impossible. La critique ne l'est pas moins.

Avec ce genre d'auteur, on a toujours tort : l'homme est une vedette de télévision, située à droite, avec ce qu'il faut de sulfureux (les provocations) pour capter des parts de marché et ce respect des normes de la production de soi qui rend sympathique et intouchable.

Avec ce genre d'ouvrage, on a toujours tort. Celui qui pointe les erreurs historiques se voit opposer le fait que l'auteur est un brave journaliste qui s'est contenté de faire un essai à destination du plus grand nombre. Donc silence sur les erreurs, nombreuses, qui sont recueillies dans un bêtisier qu'on trouve sur la Toile (2). Celui qui conteste l'étrange vision de l'histoire de France qu'on découvre dans le texte sera taxé de suffisance car il lui faudra opposer la longue liste des ouvrages d'historiens de métier dans lesquels se trouve récusé le récit d'Éric Zemmour. Tout de même, j'ose écrire que nos lecteurs trouveront dans les collections de *Royaliste* les comptes-rendus des ouvrages de Blandine Barret-Kriegel et les entretiens que nous avons publiés avec cette éminente historienne - que je choisis comme exemple par qu'elle ne fait pas partie des historiens royalistes.

Éric Zemmour pourra répliquer qu'il cite lui aussi des tas

d'historiens, des masses de faits historiques et que nous sommes d'un sectarisme odieux puisque nous refusons de discuter ses thèses. Mais on ne peut pas discuter avec le torrentueux, le pulsionnel, l'inventé, l'à peu près, la bévée. Il faudrait tout reprendre point par point, mot par mot, période par période en essayant de démêler ce qui se voudrait sérieux et ce qui relève de la boutade. Écrire que « *la droite française n'avait pas lu Marx* », quel formidable mépris pour l'immense travail accompli par Raymond Aron ! Écrire que la chute du Mur de Berlin « *a fait un mort : de Gaulle* » c'est oublier que la fin de la guerre froide ouvrait la perspective de l'Europe de l'Atlantique à l'Oural.

La thèse centrale est un total contresens historique : la France, qui a inventé avec l'Angleterre la nation contre les empires, cultiverait en secret une ambition impériale qui pourrait se réaliser aujourd'hui par l'annexion de la Wallonie tandis que les Français retrouveraient leur identité dans la guerre ethnico-culturelle contre les musulmans. Nous sommes dans l'in vraisemblable et l'inacceptable.

Yves LANDEVENNEC

❏ (1) Éric Zemmour - « *Mélancolie française* », Fayard-Denoël, 2010, prix franco : 18 €. [Achat immédiat](#)

❏ (2) <http://bibliobs.nouvelobs.com/20100421/19036/le-betisier-historique-deric-zemmour>

Madame de Staël, la difficulté d'être libérale

Le souvenir de Madame de Staël plane sur la période du grand tournant révolutionnaire, comme une sorte d'ombre tutélaire. L'intelligence historique, politique et littéraire de la fille de Necker ne fait pas de doute. Elle fait partie des témoins les plus judicieux des événements chaotiques qu'elle a vécus ou observés. De plus, sa personnalité singulière lui a conféré une indépendance, une liberté d'attitude qui lui permettait de dépasser ses propres engouements. En dominant les idéologues par son ouverture de cœur, elle était supérieure à ses partis pris ainsi qu'à ses faiblesses féminines. Ceux qui ne l'ont pas ménagée, par ressentiment, par phobie, n'ont pas compris qu'elle n'était pas un adversaire ordinaire et que sa magnanimité la gardait des bassesses. Accueillante à toute détresse, ouverte à toute discussion, Germaine de Staël était douée des vertus qui permettent de traverser une des périodes les plus tourmentées sans en être le jouet, en gardant sa distance, celle qui permet le colloque des grands esprits. C'est du moins, ce que j'ai retenu de la biographie que Michel Winock vient de lui consacrer et qu'une formule de Chateaubriand suffit à résumer : « *Madame de Staël mourut. (...) Avec elle s'abattit une partie considérable du temps où j'ai vécu : telles de ces brèches, qu'une intelligence supérieure en tombant forme dans un siècle, ne se refermant jamais.* »

À celui de l'enchanteur, je joindrai le jugement de Sainte-Beuve, dont la sagacité, une fois de plus, fait merveille, lorsqu'il salue son génie de la conversation, sa parole improvisée, soudaine, « *lorsqu'elle jaillissait toute divine de la source perpétuelle de son âme* » et qui expliquait la vie même. Chateaubriand trouvait sa correspondance supérieure à ses essais et sans doute à ses romans. Je suis prêt à réviser mon opinion, insuffisamment étayée par mes lectures, mais en dépit de la force indéniable d'une culture sans cesse en mouvement, il n'y a pas dans ses ouvrages la perfection des *Mémoires d'outre tombe*, ni même la précision de son ami si cher Benjamin Constant. C'est que la conversation jaillissante, l'intelligence sans cesse en éveil, la sensibilité frémissante de cette *impératrice de la pensée* n'a pas trouvé son plein aboutissement en littérature. J'ajouterais que les méchancetés proférées à l'égard de la femme, à l'existence amoureuse bousculée, méconnaissaient ce qu'il y avait en elle d'inachevé et de pathétique. Mal mariée à un diplomate suédois qui devait lui laisser son nom, Germaine de Staël a poursuivi un idéal inaccessible d'épouse et d'amante, rendu encore plus périlleux par ses exigences intellectuelles. Aussi retiendrais-je dans ce registre les analyses de Mona Ozouf recueillies par Michel Winock dans un florilège éloquent dans ses contrastes : « *Deux fantômes hantaient les pensées de Madame de Staël : le silence, la solitude (...) Euphorie de la présence et de la parole, abatement de l'absence et du silence. Entre les deux, nulle sérénité.* »

Oui, cette femme flamboyante n'a pas été épargnée, et d'abord dans son intimité. Une certaine disgrâce physique, qu'elle compensait par son charme, ne lui permettait pas le plein éclat de la féminité. Mais elle s'est vengée, de la façon

la plus généreuse, en créant et en suscitant autour d'elle un prodigieux mouvement d'intérêt, qui l'a placée au centre de ce que Paris, la France et l'Europe pouvaient compter de plus brillant et de plus effervescent. Mais il faut bien s'attarder sur son intelligence politique au détriment d'autres aspects, littéraires et philosophiques. Le fait d'avoir été la fille de Necker, le ministre de Louis XVI, l'homme clef des débuts de la Révolution ne pouvait manquer de façonner sa stature et de former son aptitude à comprendre les ressorts des événements qu'elle suivait aux premières loges. L'ancien banquier suisse devait d'ailleurs être le grand homme de sa vie et sans doute son véritable amour. Sa mort sera pour elle un déchirement sans remèdes. L'ancien banquier genevois justifiait l'admiration de Germaine, en dépit de son échec ministériel. Jamais elle n'oubliera de quel prestige avait été gratifié celui qui fut considéré un moment par l'opinion comme un sauveur.

Dans le premier temps de la Révolution elle est proche des monarchiens et des constitutionnels, ceux qui veulent explicitement une monarchie constitutionnelle, et elle restera

toujours fidèle à cette conception proche du système anglais. Mais le cours des événements amène la chute de Louis XVI et l'emballement de la Terreur. Elle fut obligée de fuir Paris dès après le 10 août 1792, avec le sentiment de l'échec : « *Elle a cru possible une révolution, écrit Michel Winock, qui eût instauré un régime représentatif équilibré, et elle a dû d'abord se résigner à la chambre unique et à l'abaissement du pouvoir royal. Elle a pu croire un moment que la guerre aurait la vertu de ressouder le roi et la nation, mais c'est à la chute de la royauté que la guerre a abouti.* » Elle est contrainte à l'exil en Suisse, dans son château de Coppet, auprès de Necker qui lui aussi considère, navré, l'étendue du désastre. La mort du roi est pour eux un assassinat. Cependant, la révolution thermidorienne qui ramène Madame de Staël dans la capitale, lui fait espérer une évolution li-

bérale de la Révolution, la rendant, pour quelques années, au moins, *républicaine de raison*. La situation est pour elle paradoxale, car le royalisme revient en force dans l'opinion et notamment par la presse qu'il domine largement. Les élections sont favorables au même courant, si bien qu'il faut invalider les députés indésirables. Ce à quoi acquiesce notre libérale qui craint que le royalisme ramène l'Ancien Régime et les privilèges dont elle ne veut plus. Mais le régime des libertés auquel elle aspire n'est pas près d'apparaître.

Bonaparte va s'imposer, la République se rendra à la puissance du sabre. Le futur empereur contraindra à nouveau à l'exil celle qu'il suspecte d'être au fond son opposante la plus implacable. Toutes les demandes insistantes de la dame qui ne supporte pas l'éloignement de Paris seront repoussées par le tyran, qui pourtant aura quelques paroles aimables pour elle, dans ses *ultima verba* de Sainte Hélène. Germaine de Staël ne survivra que de quelques années au retour des Bourbons. Elle redeviendra alors royaliste, ayant gré à Louis XVIII d'avoir honoré la dette de l'État contractée jadis auprès de son père, qui avait sacrifié une partie de sa fortune à la survie de la nation. Qu'il était donc difficile d'être libérale en cette période ! On pouvait l'être certes en pleine cohérence idéologique. Mais comment fonder en réalité un régime qui assume l'équilibre nécessaire entre l'autorité et les libertés ? La faillite successive des diverses institutions ne permettait guère, en pratique, la fidélité dynastique d'un Chateaubriand. Germaine de Staël a négocié au mieux son idéal avec le cours tumultueux des événements.

■ Michel Winock - « *Madame de Staël* », Fayard, prix franco : 25 €.

 Achat immédiat

par Gérard Leclerc



Régicide

Le septennat d'une reine

« Vous ne me connaissez pas maintenant, vous autres ; mais je mourrai un de ces jours, et quand vous m'aurez perdu, vous connaîtrez ce que je valais et la différence qu'il y a de moi aux autres hommes. » C'est cet avertissement, curieusement fait le matin même de son assassinat, qui sert de point de départ à l'exposition *Le roi est mort ! Vive le roi !* (1)

Henri IV est assassiné le 14 mai 1610. Un moment du rituel de deuil illustre particulièrement la formule élaborée dès le Moyen Âge, qui donne son titre à l'exposition. Alors qu'à l'abbaye de Saint-Denis se préparent les funérailles, une effigie de cire aux traits du roi défunt est exposée dans la salle des Cariatides du Louvre, devant laquelle les corps constitués et le peuple sont invités à venir s'incliner. La lecture du registre de l'*Argenterie du Roy* relate l'événement. Ce document, l'un des inédits exceptionnellement exposés par les Archives nationales, nous montre à quel point artisans et artistes ont été associés à la mise en place de la pompe royale.

Ravaillac, qui a probablement agi seul, est un catholique exalté qui reproche à Henri IV sa politique de tolérance religieuse. Il est condamné à mort, par le Parlement de Paris, pour *crime de lèse-majesté divine et humaine, au premier chef, pour le tres-meschant, tres-abominable, & tres-detestable parricide*. Autour de l'événement que constitue l'assassinat d'Henri IV, se déploie une histoire de la monarchie, de la France et de l'Europe, qui le dépasse.

Eugène MEUTHELET

(1) Aux Archives nationales, jusqu'au 07 juin.

Choisie comme reine de France pour sa dot, tôt accusée d'être intellectuellement limitée, puis d'avoir favorisé, une fois devenue régente, les ennemis du jeune Louis XIII, la figure imposante de Marie de Médicis est aujourd'hui revisitée.

Le 14 mai 1610, moins de trois heures après la mort d'Henri IV, le Parlement de Paris, la plus haute cour de justice du royaume et chambre d'enregistrement des actes royaux, proclame la régence de Marie de Médicis. Mais il procède par la publication d'un arrêt, alors que l'usage veut que ce soit le Conseil du roi, qui, au nom du nouveau souverain, édicte une déclaration que le Parlement enregistre. L'institution tente de s'arroger un pouvoir qui n'est pas le sien.

Le lendemain, contraint par ce *coup*, le jeune Louis XIII, âgé de huit ans, tient un lit de justice devant le Parlement, c'est-à-dire une séance ou cours de laquelle il vient en personne faire enregistrer sa volonté. Contrairement à la coutume qui voudrait qu'il ne se montre pas tant que les funérailles de son prédécesseur n'aient pas eu lieu, le roi, au nom de qui parle le chancelier, investit sa mère de la régence. La séance est houleuse, mais Louis XIII tient bon. Marie de Médicis sait que son destin est lié à celui de son fils. D'autres prétendants sont écartés et la stabilité politique est assurée, une fois de plus grâce à la monarchie.

Envisagé dès 1592, négocié pendant huit ans en raison des difficultés financières qui justifient en partie l'aide des banquiers de Florence au roi de France, le mariage d'Henri IV avec Marie de Médicis avait finalement eu lieu en 1600,

après que le pape eut annulé l'union stérile du roi avec Marguerite de Valois. Les impératifs protocolaires exigeaient que le mariage fût célébré en deux temps, en Italie et en France. Le moment le plus important fut bien sûr le mariage officiel, célébré en la cathédrale de Florence, ville d'origine de la future reine, le 5 octobre 1600. Selon l'usage, l'époux, souverain étranger, ne fut pas présent : le consentement se fit par procuration.

Destinée à glorifier les vertus du couple royal, les fastueuses festivités florentines durèrent plus d'une semaine. Au milieu des banquets, comédies, bals, courses de chevaux, on donna deux drames musicaux. Ces deux œuvres sont le reflet des travaux des humanistes florentins qui cherchaient à faire revivre la magie de la déclamation des Anciens.

Confinée dans un rôle de protectrice des arts, Marie de Médicis, devenue régente, tente de renverser les logiques. Chargée d'exercer la régence du royaume pendant le temps de l'absence du roi qui, une fois de plus, devait partir en guerre contre l'Espagne, la reine avait obtenu d'être sacrée, la veille même de la mort d'Henri IV, dans l'espoir d'accroître son autorité. Le roi, réticent au départ, avait fait organiser une fastueuse cérémonie, qui aurait dû être suivie trois jours plus tard de son entrée triomphale dans Paris. Le sacre fut célébré à Saint-Denis le

13 mai 1610, mais l'assassinat du roi, survenu le lendemain, mit un terme à toutes les festivités.

Aucune autre reine de France ne sera sacrée après Marie de Médicis. Celles qui le furent ne sont que neuf. Ainsi s'explique le virage politique de 1610, et le **septennat d'une reine**, selon la très heureuse formule de Jean-François Dubost. Marie de Médicis, jusqu'à la majorité du roi, s'efforce de reconstruire le royaume et d'assurer la paix à l'extérieur, certes au prix d'une paix espagnole. Mais Louis XIII saura s'entourer, à l'image de son regretté père, de grands serviteurs, qui lui permettront de s'affranchir de cette tutelle.

Au milieu des années 1620, après la période des affrontements avec son fils, Marie de Médicis commande à Rubens une série de vingt-quatre toiles, aujourd'hui exposées au Louvre. Le peintre glorifie la figure de Marie de Médicis en utilisant les figures de l'allégorie et de la mythologie. *La rencontre à Lyon* évoque le moment de la première rencontre avec Henri IV. Les corps à demi nus idéalisés des souverains reflètent leurs supposées vertus morales et politiques. On peut aussi voir dans le dévoilement de la peau de Marie de Médicis un début de métamorphose : dépouillée de ses attributs italiens, elle se pare, sur les autres toiles de la série, des attributs d'une reine de France. Une reine dont l'œuvre peut encore nous étonner.

David NOVARRO

Jean-François Dubost - « Marie de Médicis - La reine dévoilée », Biographie Payot, 2009, prix franco : 30 €. 

Souscription

Plusieurs peu font beaucoup...

Quelle meilleure récompense pour nous que de lire ce que nous écrit un correspondant : « *Je vous lis depuis plusieurs années et j'avoue avoir été naguère agacé par certaines de vos analyses qui me semblaient très idéologiques. Mais je dois reconnaître aujourd'hui, face à la situation que nous vivons, que vous aviez raison et que parmi tous les journaux que je suis amené à lire vous êtes le seul à avoir vu juste et suivi une ligne cohérente. Longue vie à Royaliste !* ».

Oui, longue vie à *Royaliste* ! mais encore faut-il que le nerf de la guerre soit au rendez-vous et c'est le but de cette souscription annuelle, qui, je le rappelle, doit nous permettre de rassembler les 12 000 euros qui nous sont nécessaires afin de pouvoir équilibrer notre budget cette année.

Merci à ceux qui ont déjà répondu à notre appel et pour les autres qu'ils ne tardent pas, la période estivale approche et c'est avant l'été que nous devons réussir.

Yvan AUMONT

2^e liste de souscripteurs

Jean-Claude Adrian 20 € - Monique Baly-Petit 20 € - Elisabeth Barat 15,24 € - Bernard Barbiche 30 € - Samuel Bon 20 € - P-Y.B (Hauts de Seine) 150 € - Philippe Delorme 100 € - Guy Delranc 40 € - Pierre-Jacques Durbise 9,40 € - Michèle Dutac 14,48 € - Michel Fontaurelle 150 € - Hervé Duval 30 € - Jean Grimaldi d'Esdra 300 € - François Hiss 15,24 € - Jean-François Maurel 150 € - François Noir 80 € - Yolande de Prunel 40 € - Michel Roth 10 € - Marcel Veyrenc 100 € - Laurent Veyrenc 30 €.

Total de cette liste 1331,36 €

Total précédent : 2273,13 €

Total général : 3604,49 €

Faire un don

CAFÉ POLITIQUE

Sous l'égide de Philippe Labarrière et de Hervé Duval et dans les locaux de la NAR, nous vous invitons à nous retrouver le **samedi 22 mai à partir de 17h pour participer à un café politique** avec des discussions libres et de façon informelle et amicale. Cette invitation concerne non seulement le public des Mercredis de la NAR mais aussi nos autres amis et sympathisants qui pourront ainsi mieux se connaître.

Pour ceux qui le désirent, un repas dans un restaurant voisin suivra.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet :
<http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 19 mai** - Journaliste, rédacteur en chef du journal *Fakir*, **François RUFFIN** est à nouveau notre invité : il fait partie de l'association « *Citoyens résistants d'hier et d'aujourd'hui* » qui a coordonné la présentation du programme du Conseil national de la Résistance, publié le 24 mars 1944 sous le titre « *Les jours heureux* ». L'initiative est remarquable car le programme du CNR a été invoqué par Nicolas Sarkozy alors que ses groupes de soutien – le Medef notamment – ont pour objectif de détruire l'œuvre accomplie à la Libération. Ceci selon l'aveu explicite de Denis Kessler, idéologue du patronat.

NOUVEAUX LECTEURS

Que vous ayez eu ce journal par internet ou dans sa version papier, sachez que vous pouvez bénéficier d'un **abonnement gratuit de trois mois** (non renouvelable). Il vous suffit de nous transmettre vos coordonnées postales et internet.

Il est donc essentiel de retrouver la signification de ce programme, en refaisant son histoire, et de bien mesurer sa portée afin de mieux le défendre et de le prolonger. « **Comment s'inspirer des jours heureux de la Libération ?** » De cette question délicate, nous pouvons débattre d'autant mieux que nos réunions sont un point de rencontre entre gaullistes, communistes et royalistes – tous héritiers de la Résistance.

● **Mercredi 26 mai** - Historienne de formation, **Véronique HALLEREAU** a une connaissance approfondie de la Russie, où elle a enseigné pendant plusieurs années. Tout en faisant son métier, elle a mené de longues recherches qui, au bout de dix ans, lui ont permis de publier un ouvrage consacré à un homme qui a joué un rôle exceptionnel dans l'histoire de sa patrie russe et de la conscience européenne. « **Soljenitsyne, un destin** » : l'homme personifie la résistance au totalitarisme et son œuvre a annoncé à bien des Français, d'abord incrédules, l'effondrement proche du communisme européen.

Pourtant Soljenitsyne, aussi célèbre soit-il, est demeuré un inconnu, dont Véronique Hallereau nous fait découvrir la complexité en retraçant son itinéraire intellectuel, moral et politique. A *Royaliste*, nous fûmes témoins, et parfois modestes acteurs, à la fin de cette époque tragique : c'est avec émotion que nous allons la revivre et en dégager le sens, grâce à notre invitée – qui n'est certes pas une inconnue dans notre maison.

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)

ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Ruines de la démocratie

Quand les manifestants grecs fustigent sur leurs banderoles la ploutocratie, ils demeurent fidèles à l'enseignement de leurs philosophes et à leurs ancêtres qui inventèrent, à Athènes, la démocratie. Quand nous avons commencé à dénoncer l'oligarchie, nous avons craint que le mot ne soit pris dans un sens polémique. Tel n'est plus le cas depuis longtemps mais voici que la ploutocratie et l'oligarchie se concrétisent avec une violence encore plus forte que dans les premières années de ce siècle : les décisions sont prises contre les peuples, pour satisfaire les puissances d'argent, pour que les milieux dirigeants ne perdent ni la face, ni leur pouvoir. Angela Merkel, Dominique Strauss-Kahn, Jean-Claude Trichet, Pascal Lamy : tels sont les acteurs d'une tragédie qui finira par les détruire. Mais, sans voir que l'issue fatale se rapproche, ils continuent, par conjonction de nombreuses circonstances, de nous dominer.

Parce que les Grecs sont au cœur de l'histoire qui se fait, parce qu'ils peuvent y jouer un rôle décisif, exemplaire pour les autres peuples d'Europe, nous voyons clairement que cette crise est d'abord politique : les programmes d'appauvrissement qui sont décidés par les gens du FMI constituent d'abord un attentat prémédité contre la démocratie. Et c'est le démos d'Athènes, de Salonique et d'autres cités grecques qui le dit, avec ses mots tirés des œuvres d'Aristote et inscrits dans le même alphabet.

Le gouvernement grec avait été élu sur un tout autre programme - et ce sont les ordres

de l'oligarchie qu'il se croit obligé d'exécuter. Nous aussi, nous avons connu ce viol du suffrage universel lorsque le dispositif du *traité constitutionnel* fut imposé par manœuvre, mensonge et intimidation aux peuples qui l'avaient refusé. Mais en Grèce c'est pire : le gouvernement a abdiqué sa souveraineté, il envoie sa police contre les manifestants qui l'ont élu et les Grecs viennent nous dire que leur pays est en train d'être acheté par des groupes fi-



nanciers étrangers. Reprenant le principe premier de la morale politique, Blaise Pascal rappelait que « *le propre de la puissance est de protéger* ». Tel est le service essentiel et permanent que doit rendre le pouvoir, qui implique la juste répartition des biens et la démocratie qui est le régime légalement garanti des libertés publiques.

C'est cette protection permanente qui légitime le Gouvernement. Or c'est ce rôle protecteur qui a été abandonné par les gouvernements grec, portugais, espagnol, allemand, français... en somme par toute cette **gouvernance** qui ne parle plus au peuple dont elle a la charge, mais aux spéculateurs et

aux agences de notation - c'est-à-dire à des sociétés de parieurs et à des incapables. Faire preuve de son efficacité, aujourd'hui, c'est montrer qu'on parvient à imposer, avec des arguments humiliants et imbéciles, une longue et cruelle punition à des peuples qui supportent depuis des années, voire des décennies, le poids des erreurs et des fautes des oligarques.

Hélas, le sang qui a coulé en Grèce, qui va couler dans d'autres villes européennes, ne les rendra pas à la raison politique. Un ministre allemand exige que le plan d'austérité soit appliqué par les Grecs *à la virgule près*. Alain Minc explique qu'il faut réussir la réforme des retraites - appauvrir les retraités - pour sauver la note donnée à la France par les agences américaines. Angela Merkel veut soumettre les pays de la zone euro à une discipline de fer et Dominique Strauss-Kahn va dans le même sens en préconisant la déflation. On parle d'un gouvernement économique comme instrument de contrainte - ce qui impliquerait un nouveau traité !

C'est dans cette épreuve inutile - les recettes ultra-libérales ont échoué ou vont échouer - que nous vérifions la force des principes qui vont nous sauver. Tout est lié : la nation, la souveraineté, la démocratie, la justice sociale, le bien-être des citoyens, leur sûreté et leur liberté.

Les événements de ce début mai nous indiquent par quoi il faut commencer : la reconquête, par chaque État, de sa souveraineté monétaire. C'est avec des États souverains, qui auront les moyens de se reconstruire en assurant une prospérité croissante à leurs citoyens, que nous pourrions refonder une Europe fidèle à elle-même.

Bertrand RENOUVIN